

Réservez la date de l'AG d'Uniterre
23 mai 2014, 11h-15h à
Yverdon-les-Bains
Détails en page 7.

uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Dans le mille!

Dans son rapport qui clôture son mandat de six ans comme rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter dénonce clairement les systèmes alimentaires défaillants. Il estime que la logique actuelle ne doit pas être adaptée, mais inversée. Pour la bonne raison que les systèmes alimentaires ne sont efficaces que pour l'agro-industrie qui optimise ses profits. Selon lui, les politiques doivent «fournir des visions alternatives et démocratiquement légitimées, que ce soit au niveau local, national ou international». Le manque de démocratie concernant l'élaboration des politiques agricoles et alimentaires est un grave déficit! Il estime que le débat doit partir des villages, régions, villes et municipalités. Ces entités doivent se poser la question de leurs besoins et préférences, identifier les difficultés et les points de tension de leurs chaînes d'approvisionnement alimentaire. Il faut ainsi reconstruire des systèmes alimentaires locaux.

Olivier de Schutter plaide aussi pour que les moyens de la recherche agronomique soient mis prioritairement dans des formes d'agriculture agro-écologique. Il soutient que la petite paysannerie locale est une des clés pour résoudre les problématiques alimentaires. Pour lui, les paysans doivent pouvoir avoir accès à leurs propres marchés et ne doivent pas être concurrencés par des produits subventionnés.

Le rapporteur spécial a aussi affirmé soutenir résolument le processus pour la mise en place d'une déclaration internationale sur les droits des paysannes et des paysans. Il a par ailleurs salué les efforts du comité pour la sécurité alimentaire (CSA) de la FAO qui est la première instance de l'ONU à avoir réellement intégré la société civile dans ses réflexions.

Bref, Olivier de Schutter fait un plaidoyer



Javier Sanchez de la Coordination européenne Via Campesina, à l'ONU à Genève pour un plaidoyer en faveur de la déclaration internationale sur les droits des paysannes et des paysans.

en règle pour la souveraineté alimentaire. «Comprise comme l'exigence du fonctionnement démocratique des systèmes alimentaires, impliquant la possibilité, pour les communautés, de choisir de quel système alimentaire elles souhaitent dépendre et comment remodeler ces systèmes, la souveraineté alimentaire est une condition de la pleine réalisation du droit à l'alimentation». Il ne varie que très peu des idées défendues depuis des années par La Via Campesina et Uniterre. En somme, ce que nous n'avons eu de cesse d'affirmer par tous les moyens que nous avons à disposition tels que les manifestations, conférences, communiqués, réunions, participations à des consultations s'avère endossé par le rapporteur spécial. Et il n'est pas le seul à faire le pas. Le rapport mondial sur l'agriculture de 2008, comme le récent rapport de la CNUCED sur le commerce et l'environnement allaient également dans ce sens.

Parallèlement, l'Assemblée générale de la

Coordination européenne Via Campesina a fait un constat désolant. Presque toutes ses organisations membres passent par des difficultés financières très importantes. Et Uniterre n'est pas en reste (voir page 3). Cela laisse un goût amer de constater que les organisations qui, depuis des années, luttent de manière conjointe et proactive pour faire des propositions alternatives à notre système alimentaire défaillant soient celles qui, à court terme, risquent de disparaître du paysage. Ainsi, les mouvements novateurs ne sont pas récompensés. Au mieux ils vivent, au pire ils s'éteignent.

Définitivement quelque chose ne tourne pas rond! Alors, pour que nous soyons toujours les débrouailleurs de nouveaux terrains, un sursaut de toutes et tous est crucial.

Valentina Hemmeler Maiga



Lait

Coûts dans l'UE

Page 2



Uniterre

Solidarité cruciale

Page 3



FRACP

Réseau Urgenci

Pages 4 et 5



Production

Patates

Page 7

PRODUCTION LAITIÈRE

EMB : les prix payés aux producteurs sont en dessous des coûts en Allemagne et en France

L'European Milk board (EMB) et le MEG Milch Board ont mandaté le bureau d'expertise BAL (Büro für Agrarsoziologie & Landwirtschaft, pour obtenir de manière objective et scientifique l'évolution des coûts de production en temps quasi réel et de manière transparente. Des résultats sont sortis pour l'Allemagne et la France mais des démarches similaires devraient être menées dans d'autres pays de l'UE.

Les objectifs de ces études sont nombreux. Ils doivent, en premier lieu, apporter des arguments valables aux familles paysannes qui continuent de se battre pour une rémunération équitable partout en Europe, et doivent, bien entendu, convaincre les membres des différents parlements, tant nationaux qu'euro-péen, de la nécessité de prendre les bonnes décisions pour l'Europe laitière d'après 2014. Ces études se basent sur les données du Réseau d'Information Comptable Agricole de l'UE (RICA).

Résultats allemands

L'étude analyse les coûts de production dans trois grandes régions et elles sont actualisées trois fois dans l'année. Dans la région Sud (Sarre, Bavière, Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat, Hesse) les coûts s'élevaient à 49,19 ct d'euro/kg, dans la région Est (Thuringe, Saxe, Saxe-Anhalt, Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie occidentale) à 42,93 ct d'euro/kg et dans la région Nord (Rhénanie du Nord-Westphalie, Basse-Saxe, Schleswig-Holstein) à 38,56 ct d'euro/kg.

Pour le mois d'octobre 2013, le rapport prix-coût calculé par le MEG Milch Board révèle une couverture des coûts à 95%, tandis que pour l'année 2013 les coûts n'étaient couverts qu'à 87%. Si la situation semble actuellement moins tendue qu'en 2013, il ne faut pas oublier que le marché laitier se caractérise par une volatilité importante des prix. En 2012, le prix moyen du lait en Allemagne s'élevait à près de 33 centimes d'euro, deux années auparavant à moins de 26 centimes d'euro par kilo. De telles variations montrent toute l'importance de mettre en place un système d'ajustement des volumes produits pour obtenir des prix. C'est une condition sine qua non pour garantir la pérennité de la production laitière en Allemagne, en France ou ailleurs en Europe.

Sur la base de cette étude, le MEG Milch Board a mis au point l'indice

laitier MMI (Milch Marker Index). Il renseigne sur le cours actuel des coûts de production (avec comme année de référence 2010 = 100). Pour le mois d'octobre 2013, le MMI s'élève à 106 points. Cet indice est également publié sur une base trimestrielle, en même temps que le rapport prix-coûts. Cet indicateur représente le rapport entre le prix à la production officiel du lait cru et le coût de la production laitière.

La France a mal à sa production laitière

Les coûts de production en 2013 oscillaient, dans l'ensemble, entre approximativement 40 et 45 centimes d'euro par kilo de lait. Les coûts dépassent donc nettement le prix moyen de

faut mettre fin à cette mort à petit feu. Les élus doivent prendre connaissance des chiffres et passer à l'action».

Pour une agence de surveillance européenne

«Dans la filière laitière européenne, la question ne se pose plus de savoir si les éleveurs peuvent soutenir ces pertes chroniques. Il faut se poser la question de l'amplitude des dégâts liés à ces déficits et à quel moment les paysans qui produisent du lait auront disparus» a déclaré Romuald Schaber lors de la sortie de ces études. «Avec une agence de surveillance européenne couplée à un système de régulation, les ajustements de l'offre par rapport à la demande permettraient des prix rémunérateurs.

Région laitière	Coût de production en centimes / kg (total, mais sans les charges supplétives)	Aides en centimes / kg	Coût de production moins les aides, en centimes / kg
▪ Nord-Picardie	49,33	6,04	43,29
▪ Normandie	47,41	6,24	41,17
▪ Grand Ouest	40,02	5,74	34,28
▪ Centre	44,53	5,68	38,85
▪ Grand Est	47,66	6,84	40,82
▪ Poitou-Charentes	45,64	5,75	39,89
▪ Auvergne / Limousin	53,82	7,89	45,93
▪ Sud-Ouest	51,47	7,00	44,47
▪ Sud-Est	56,79	8,21	48,58

Coûts de production par région laitière en France (en euro) .

33,8 centimes d'euro le kilo au niveau national. L'étude prend en compte les disparités régionales.

Cette situation déficitaire met clairement en lumière la réalité. Les producteurs essuient des pertes importantes. Ces résultats préoccupent non seulement l'EMB, mais aussi ses organisations membres françaises APLI (Association des Producteurs de Lait Indépendants) et OPL (Organisation des Producteurs de Lait). La filière laitière française se voit privée de perspectives en raison d'un prix du lait trop bas. Les éleveurs auraient besoin d'un prix à la production moyen de 45 centimes d'euro par kilo au minimum. Selon Véronique Le Floch de l'OPL, les déficits chroniques ne cessent de saper la production laitière en France: «Nous l'entendons et le voyons tous les jours: partout en France, de nombreux collègues se voient obligés à abandonner la production». Le Président de l'APLI, André Lefranc, enchérit: «Il

Si l'Union européenne ne souhaite pas mettre en péril et perdre ses dernières exploitations laitières, elle doit réagir au plus vite, dès aujourd'hui» a -t-il conclu.

Nicolas Bezençon et EMB

La ligne nature
Metrabol
BOLUS naturel après-vélage
Nettoyage et tonus
Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique
Parabol
en cas de cellules
somatiques
LGC SA
ONLINE SHOP 1627 Vaulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

Libéralisation de la «ligne blanche» en Suisse: les discussions continuent à l'abri des regards

Le débat sur l'ouverture de la Ligne blanche ne fait plus les gros titres. Néanmoins le débat continue à Berne, dans l'ombre et en toute discrétion.

L'OFAG devrait sortir son rapport sur la question en avril et le Conseil fédéral devrait donner sa position à ce moment.

Dernièrement une rencontre organisée par la direction de l'OFAG a rassemblé une partie des acteurs de la filière. Ni Uniterre ni d'autres acteurs de la défense professionnelle n'ont été conviés.

Néanmoins, il semblerait que les acteurs de l'industrie et de la distribution ne se satisferaient pas du statu quo actuel et feraient pression pour l'ouverture. L'OFAG, pour compenser les pertes ne prévoirait pas de moyens financiers supplémentaires pour 2018 et au-delà. L'Office parlerait d'un transfert des aides actuelles liées aux marchés et à l'exportation (loi chocolatière, etc.) vers les paiements directs. Ce qui ne compenserait de loin pas les pertes liées à la chute des prix.

Si aucune de ces suppositions ne sont pour l'instant confirmées, il est, selon Uniterre, déplorable que de telles discussions puissent se dérouler à huis clos, sans transparence aucune et sans confrontation d'idées. Un tel projet, s'il devait être accepté, aurait de telles répercussions sur l'agriculture suisse qu'un débat ouvert et permanent serait le moindre des choses. C'est en tout cas ce que les familles paysannes seraient en droit d'attendre de l'administration publique.

Nicolas Bezençon

Votre publicité dans le journal d'Uniterre?

021 601 74 67
info@uniterre.ch

Votre syndicat au bord du gouffre!

Uniterre, syndicat paysan indépendant, qui s'appuie sur une petite équipe de permanents syndicaux salariés, est en train de perdre pied financièrement. Ce n'est bien sûr pas la première fois que vous lisez dans ces colonnes que la situation financière est tendue. Mais cette année, d'ici à l'été, le syndicat en tous les cas sous sa forme actuelle, disparaîtra si rien n'est entrepris.

Uniterre, comme syndicat paysan, estime que la priorité pour le faire fonctionner et garantir sa légitimité, est d'avoir une base cotisante paysanne conséquente. Bien sûr nous sommes heureux d'accueillir des sympathisants à Uniterre; ils sont précieux sur bien des plans. Mais le gros de la base est et doit rester paysanne. Or, celle-ci peine à suivre ces dernières années. La cotisation volontaire indépendante de la taille de l'exploitation agricole est celle qui souffre le plus de l'évolution de notre secteur agricole. Chaque disparition de ferme nous touche directement alors que d'autres organisations, qui se financent par une cotisation à l'hectare, ne sont en rien influencées par l'évolution structurelle importante de ces dernières années. La situation économique difficile que traverse les familles paysannes les pousse probablement à faire des choix parmi les nombreuses cotisations qu'elles paient. La cotisation à Uniterre étant volontaire, c'est plus facile d'y renoncer. D'autres organisations mélangent allègrement les cotisations volontaires avec celles qui sont de force obligatoire ce qui rend

la démarche moins transparente et plus complexe. D'autres encore, dans certains cantons, sont financées par un prélèvement automatique sur les paiements directs. Ainsi, les familles paysannes ne voient pas passer les factures et ne remettent absolument pas en question ces cotisations.

Mais et il y a un mais

Nombre d'entre vous reconnaissent et apprécient le travail d'Uniterre. Ils sont persuadés que la présence d'un syndicat indépendant est cruciale dans le paysage agricole suisse. Bien sûr, il y a des critiques à formuler, des changements à effectuer, des priorités à identifier; et Uniterre est prêt à écouter toutes les remarques constructives contribuant à plus d'efficacité. Ainsi il fait un appel à celles et ceux qui n'ont pas encore payé leurs cotisations 2014: évaluez bien vers où l'argent que vous avez à disposition pour la défense professionnelle doit aller. Est-ce Uniterre qui doit être le premier à subir les économies? Ou d'autres pourraient-ils se passer pour un temps de votre appui? Ces cotisations impayées représentent 40'000 francs, sur

lesquels nous comptons et ne sont ainsi pas incluses dans le calcul du déficit!!!!

Restructuration du syndicat

D'ores et déjà, le secrétariat a dû renoncer à un poste à 60% qui était occupé jusqu'alors par Marie-Eve Cardinal qui heureusement a trouvé un nouvel emploi. Marie-Eve s'occupait essentiellement du journal et de la Semaine du Goût. Ses tâches devront être assumées par d'autres permanents. Or, cette démission ne suffit de loin pas à assainir la situation. Si nous ne trouvons pas au minimum 60'000 francs avant juin, nous devrons nous séparer d'un des deux postes à 80%. Et à court terme (d'ici octobre), il faudra trouver encore 40'000 francs pour combler le déficit 2014. Ainsi, ce n'est pas moins de 100'000 francs qu'il faudrait engranger cette année pour couvrir nos charges si nous souhaitons garder la structure actuelle. Soit 500 nouveaux membres cotisants ou un panachage des entrées financières entre de nouveaux membres et d'autres sources.

Appel à la mobilisation

Nous le reconnaissons, nous avons fait régulièrement appel à nos membres pour maintenir le syndicat à flot. Mais c'est aussi parce que pour nous, comme nous le disions plus haut, les cotisations doivent rester le socle de notre base financière. C'est pourquoi nous vous sollicitons pour agir, à votre niveau, de multiples manières:

- Faire un don supplémentaire ou devenir membre de soutien à 400.- si vous ne l'êtes pas encore.
- Trouver autour de vous des collègues qui pourraient devenir membres actifs ou de soutien et des voisins

non paysans qui pourraient adhérer comme sympathisants.

• Soutenir l'adhésion d'un paysan à Uniterre en devenant son parrain et en lui offrant ainsi sa première année de cotisation!

De notre côté, au niveau du comité comme du secrétariat, nous nous engageons pleinement ces prochaines semaines à trouver des sources de financement alternatives.

Nous en sommes persuadés, plus que jamais Uniterre doit exister, vivre et non survivre! Les idées que nous défendons maintenant depuis 60 ans font leur chemin. Nous ne sommes plus les seuls. Nous sommes rejoints dans notre objectif de développer une agriculture paysanne rémunératrice, respectueuse des Hommes et des ressources naturelles par de nombreux acteurs: des mouvements de la société civile, des organisations paysannes en Suisse comme en Europe ou dans le monde, par le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation, par des experts de la FAO ou de la CNUCED. Ce n'est pas le moment de lâcher. Nous sommes sur la bonne voie, mais elle est truffée d'embûches car la résistance à nos visions demeure malgré tout tenace et est alimentée par de très puissants lobbies. Il nous faut serrer les coudes pour passer la rampe!

*Charles-Bernard Bolay, Président
Pour le comité d'Uniterre*

PARRAINAGE DE MEMBRES

Participez au renforcement de la représentativité de votre syndicat - pour mieux vous défendre!

JE SOUHAITE DEVENIR MEMBRE :

- membre de soutien 400.-
- membre paysan 200.-
- membre sympathisant-non paysan 150.-

Nom, prénom:

Adresse:

NP:..... Lieu:.....

Mail: Natel:

POUR LE PARRAIN /LA MARRAINE :

- 1 publicité gratuite dans le journal Uniterre (110x54 mm)
- 1 brochure publiée par Uniterre.

Nom, prénom:

Adresse:

NP:..... Lieu:.....

Mail: Natel:

Plus d'info: info@uniterre.ch ou 021 601 74 67

**Dans ce journal vous trouvez un bulletin de versement.
Un grand merci!**

LES SECTIONS D'UNITERRE

FRIBOURG: Stéphane Mauron, 026 655 16 27

GENÈVE: Rudi Berli, 078 707 78 83

JURA-JURA BERNOIS: Cédic Gigon, 079 273 42 19

NEUCHÂTEL: Philippe Reichenbach, 079 640 89 63

NORD-WEST SCHWEIZ: Florian Buchwalder, 079 470 70 48

VALAIS-CHABLAIS: Patrice Dubosson, 079 418 77 85

VAUD: Christophe Michon, 079 282 05 47

ZÜRICH-WINTERTHUR: Samuel Spahn, 076 512 75 55

NOS COMMISSIONS

Commission Lait; Commission Grandes cultures et viande; Commission Internationale; Commission Vente directe; Commission Jeunes-Accès à la terre; Commission Femmes

INSCRIPTIONS: INFO@UNITERRE.CH, 021 601 74 67

AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ

La puissance d'un mouvement social: récit de la rencontre européenne des ACP

La deuxième Rencontre européenne des mouvements de partenariats locaux et solidaires producteurs-consommateurs, et des autres systèmes émergents de distribution pour la souveraineté alimentaire a eu lieu en France du 28 février au 2 mars 2014. Cette rencontre a été organisée par le réseau international Urgenci.

Urgenci regroupe des producteurs et des acteurs du monde entier qui s'engagent pour une économie alternative à travers une agriculture durable. La Fédération Romande pour l'Agriculture Contractuelle de Proximité (FRACP) y était représentée. Les partenariats locaux et solidaires, appelés projets d'agriculture contractuelle de proximité (ACP) en Suisse et Community Support Agriculture (CSA) en anglais, dépassent nos territoires locaux et doivent être considérés comme une mise en œuvre au quotidien de l'axe 2 de la Déclaration du forum pour la Souveraineté alimentaire de Nyéléni- Europe: *changer la façon dont l'alimentation est distribuée*.

Bien que les contextes socioculturels de nos pays diffèrent, nous pouvons centrer nos actions sur nos valeurs et revendications communes. L'objectif est de construire une stratégie d'action collective et cohérente à travers notamment l'échange d'expériences, la définition de nos besoins et le partage des problèmes que nous rencontrons sur le terrain. Cette rencontre a réuni 90 participants, 19 pays, 14 producteurs, 5 vegans, 20 végétariens, au cours de 22 sessions de travail ayant généré 9 nouveaux groupes de projet.



Livraison des paniers des Jardins du Flon.

Ce compte-rendu donne un tour d'horizon non-exhaustif de cette rencontre et présente les différents thèmes abordés. Il soulève également quelques graines d'idées susceptibles d'être essayées dans nos réseaux afin de construire des pistes d'actions et des alliances au sein de nos communautés locales.

Présentation de quelques projets

La rencontre s'est déroulée à la Bergerie de Villarceaux, un territoire rural engagé dans la transition écologique et sociale depuis vingt ans. Ce site est soutenu par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme. Cette fondation soutient financièrement de nombreux projets engagés dans la transition locale pour une société durable. Elle travaille notamment sur les valeurs, la gouvernance, la restauration collective, les OGM, les semences fermières, les systèmes alimentaires durables et avec les mouvements de paysans et pêcheurs. Peu de villes ont un comité chargé des questions de l'alimentation (éducation, récupération des invendus, etc). De ce constat est né, par exemple, un projet à Valence où de la terre fertile est fabriquée à partir de déchets alimentaires. La fondation collabore également avec la plateforme internationale Eating City qui promeut un changement de paradigme sur les politiques alimentaires des villes. En Grande-Bretagne et au Canada se mettent en place des conseils alimentaires locaux. Une délégation française travaille avec Urgenci sur le développement de ces conseils.

Les Paniers Marseillais est un exemple intéressant quant au travail de conscientisation et de lien social qui a été fait au sein des cités. Des synergies ont été créées entre les jardins partagés et des producteurs d'Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP). Un maraîcher est venu donner des conseils aux jardiniers amateurs. Les personnes engagées bénévolement dans l'AMAP ont mis beaucoup d'énergie à rencontrer les citoyens et les associations de quartier.

En Italie, il y a environ mille groupes, plus informels, qui se nomment groupes d'achats solidaires. Les citoyens ont réussi à faire passer une loi financière nationale et une protection juridique qui leur permet d'acheter des terres collectivement pour les exploiter. En Flandres, les membres d'une ACP paient leurs produits en fonction de leur revenu. Un groupe de Hongrie a présenté leur deuxième projet d'ACP. Ils avaient, par ailleurs, fait un échange avec Agridea et des ACP suisses pour démarrer leur initiative.

L'ACP de Freiburg en Allemagne a diffusé le film de Nicole Petitpierre sur les ACP romandes Au cœur de la proximité à l'Université de Freiburg, une action de sensibilisation intéressante pour tisser des liens entre différents secteurs.

Dans cette même dynamique, le projet Terre de Liens en France est très étoffé. Leur but est d'enrayer la disparition des terres agricoles, d'alléger le parcours des agriculteurs qui cherchent à s'installer, et développer l'agriculture biologique et

paysanne. Les porteurs du projet s'appuient sur une dynamique associative et citoyenne atypique: l'épargne et les dons du public permettent d'acquérir du foncier agricole et de recréer du lien entre paysans et citoyens pour préserver les fermes à travers les générations. Ces lieux sont ensuite proposés en location à des agriculteurs pour des productions favorisant la biodiversité et le respect des sols. Au-delà, Terre de Liens informe l'opinion publique et noue des partenariats avec les décideurs locaux pour impulser de nouvelles dynamiques dans les territoires.

Die Agronauten est une association de Freiburg d'intérêt public. On y fait de la recherche et y organise des événements sur le thème de la biodiversité, des semences et de l'accès à la terre. Un grand travail a été fait sur ce dernier thème. Un tour d'horizon de chaque pays sera présenté au mois de mai sur leur site Internet.

De nombreux pays souhaitent créer un réseau d'ACP sur le modèle de la FRACP ou de MIRAMAP (France).

Groupes de travail

Les participants présents ont proposé plusieurs thèmes qu'ils souhaitent débattre lors de sessions de travail en groupe.

Le thème de *l'intégration sociale ou comment inclure aux ACP les personnes à bas revenus* a généré quelques pistes intéressantes. La question des nouveaux pauvres comme, par exemple, les personnes âgées, a été abordée (initiatives de travail dans les jardins contre de la nourriture). Il a également été relevé l'importance du travail en amont sur les valeurs qui nous animent et d'en débattre de façon participative avec les personnes que l'on souhaite toucher. Une piste proposée est celle de la gestion du budget du ménage. Quelle part réserve-t-on à l'alimentation? En Suisse, on pourrait, par exemple, envisager une alliance avec l'action menée par le canton de Vaud *Prenez votre budget en main!* en partenariat avec Caritas, Corref et le Centre Social Protestant. Il faudrait toutefois veiller à ne pas dicter comment l'argent doit être dépensé mais bien d'ouvrir un débat sur la question de la consommation et du droit d'accès à une alimentation de qualité.

Le groupe sur le plaidoyer a travaillé sur l'ébauche d'un document commun aux ACP. L'objectif est d'influencer la loi européenne à partir de politiques

Groupes de travail Urgenci

Toute personne intéressée à contribuer et/ou participer à l'un d'eux peut prendre contact avec la personne qui était présente à la rencontre.

1. Charte commune au mouvement des CSA / ACP
2. Plaidoyer, actions politiques à travers les autorités locales
3. Intégration des personnes à bas revenus
4. Journée des luttes paysannes
5. Semences pour les ACP / CSA
6. Outils Internet / logiciels libres
7. Formation de cuisiniers dans le système de l'alimentation locale, la personne de référence de ce groupe est intéressée par la création d'un triangle Belgique-Suisse-France impliquant une collaboration avec l'école hôtelière de Lausanne.
8. Recherche
9. Conscientisation des consommateurs pour soutenir nos actions

Pour une mise en réseau avec les personnes de référence pour les thèmes précités contactez : info@lesjardinsduflon.ch

locales. Il est essentiel d'établir une vision globale de l'utilité publique de ce genre d'initiatives, tant sur l'aménagement du territoire, le lien social, la prévention de la santé, et de renforcer les alliances avec ces secteurs qui ne sont pas directement en lien avec l'agriculture. Ce texte devra également contenir les besoins concrets des producteurs. Par exemple en Espagne, une loi empêche les petits producteurs d'accéder aux cantines scolaires. Pour l'instant, les exemples de plaidoyer déjà écrits seront mis en réseau sur le site d'Urgenci. Le président d'Urgenci va préparer un texte pour fin avril en vue des élections au Parlement Européen. Il pourra servir de base pour les débats locaux.

Pistes d'actions locales

- La FRACP pourrait collaborer avec le mouvement Villes en transition. Il y a un groupe à Lausanne intéressé à engager la ville dans cette voie.
- Journée des luttes paysannes, actions des ACP? action commune en Romandie? en Suisse? Si des ACP ont prévu un événement, merci de le communiquer à la FRACP.
- Faire plus d'actions communes aux ACP, un festival?
- Améliorer la communication entre la FRACP et les autres secteurs qui

travaillent sur le développement des ACP. Par exemple, la publication d'Agriidea sur la création d'ACP nous est-elle parvenue?

- Développer davantage les partenariats entre ACP et les acteurs locaux (écoles, maison de quartier, etc.). A noter qu'il y a actuellement à Uniterre le premier étudiant stagiaire de la Haute école sociale et pédagogique de Lausanne. Celui-ci est en train de développer un projet en partenariat avec les écoles.

- En Europe, la plupart des ACP ont la même difficulté à trouver un logiciel commun qui gère les membres, les livraisons, la comptabilité. Est-ce que le logiciel présenté le 13 mars lors de l'AG de la FRACP pourrait être utilisé hors de la Suisse? Grâce à un financement européen?

Pour conclure, il est à préciser que les débats de cette rencontre étaient parfois superficiels, par manque de temps et par le défi que représente la coordination de tant d'acteurs et de contextes différents. Même si le réseautage peut sembler peu concerté, le renforcement d'une communication internationale est essentiel.

Dans les fermes et dans les ACP, nous sommes parfois à bout de souffle et en manque de moyens. Nous mettons beaucoup d'énergie à consolider

des racines dont nous ne sommes pas sûrs de voir les fruits. Mais nous ne sommes pas seuls. Des gens avec les mêmes préoccupations quotidiennes se tiennent les coudes. Partout en Europe, une métamorphose opère. Un véritable mouvement social en pleine effervescence est en route. Grâce aux producteurs et mangeurs, conscients que l'alimentation de qualité est un droit, il est possible d'amener les politiques à soutenir un système d'échange pérenne valorisant le savoir-faire paysan et la communauté locale. Ce mouvement est résolument optimiste, fraternel et indispensable. Nous en faisons partie alors ne lâchons rien!

*Fabienne Tschanz, membre déléguée du comité de la FRACP et coordinatrice des Jardins du Flon et des Jardins d'Ouchy
info@lesjardinsduflon.ch*

Pour aller plus loin:

- www.terre-citoyenne.org
- www.agronauten.net
- www.terredeliens.org
- villesenttransition.net

19/09/2015

ALTERNATIBA LEMAN

ALTERNATIBA-LEMAN 2015
Village transfrontalier des alternatives le 19 septembre 2015

A la suite du premier Alternatiba organisé en 2013 à Bayonne, une vingtaine de projet similaires sont en cours de réalisation en France et alentours. Par chez nous, un Alternatiba Léman prend forme. Ainsi, les membres d'Uniterre et des ACP de Genève et du canton de Vaud pourraient être intéressés à y participer.


Vous souhaitez en savoir plus?
Deux options:
www.alternatiba.eu
 ou rendez-vous le samedi 5 avril prochain à 10h à l'Université Uni Mail à Genève (40 bd du Pont d'Arve) pour une première rencontre à laquelle près d'une centaine d'associations sont conviées!

Semaine du Goût 2014

du 18 au 28 septembre

Inscriptions jusqu'au 30 avril

Membres d'Uniterre, inscrivez gratuitement un événement!
 021 601 74 67
info@uniterre.ch



Nous cherchons

un-e comptable

à 25% pour un emploi à durée indéterminée (dès le 1er juin 2014)

Cahier des charges

- gestion de la base de données
- gestion comptable et financière-gestion des salaires

Profil souhaité

- formation comptable, employé-e de commerce ou jugée équivalente
- maîtrise du logiciel Crésus (exigence)
- aisance dans les contacts, autonomie et sens aigu de l'organisation
- langue maternelle française ou allemande avec connaissances de l'autre langue

Lieu de travail
A domicile ou à Lausanne

Candidature
Le dossier de candidature doit contenir une lettre de motivation et un curriculum vitae, ainsi que les documents usuels.

Arenvoyer: Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch

Renseignements: Valentina Hemmeler Maïga ou Nicolas Benzençon 021 601 74 67

Offre détaillée sur www.uniterre.ch

Délai de postulation: 4 avril 2014

Nous vous remercions de votre intérêt pour les activités d'Uniterre. Seules les personnes sélectionnées pour un entretien seront contactées.




SEMAINE DU GOÛT

Moutier, Ville du Goût 2014!

Tous les passionnés du goût se sont donnés rendez-vous au Restaurant du Cerf à Cossonay-Ville dans le canton de Vaud, chez la famille Crisci pour lancer l'édition 2014 de la Semaine du Goût. Dès maintenant les inscriptions sont ouvertes pour participer à la fête. Rendez-vous sur le site www.gout.ch

Moutier, ville de l'année
 Cette année, la Ville de Moutier (Jura bernois) est la Ville du Goût. Le maire de la Ville, Maxime Zuber ainsi que différents responsables du projet n'ont pas eu assez de temps pour énumérer l'ensemble des activités en lien avec le goût qui s'y dérouleront durant toute cette année 2014. Toutes les associations de Montier participeront de près ou de loin aux festivités. Ces dernières ont d'ailleurs déjà commencé avec le Carnaval, qui avait pour thème cette année, le goût.

Les paysans jurassiens peuvent y avoir une place!
 Les autorités de la Ville souhaitent pouvoir associer les familles paysannes qui le souhaitent à leurs festivités. Une balade gourmande dans la campagne ainsi que des semis de différentes céréales au centre-ville sont déjà prévus.

Les enfants sont de la partie. La Gastronomie s'engage.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Un levier pour agir sur la qualité de l'aménagement de nos agglomérations

Malgré d'importantes difficultés économiques, l'agriculture familiale résiste et est vivante. Pour que l'année internationale de l'agriculture familiale ne soit pas perçue uniquement comme la célébration d'un modèle idéalisé, ou la nostalgie d'un monde révolu, il est temps pour les responsables politiques et la société civile de se donner les conditions d'un véritable changement de cap. Ce changement ne sera possible que si l'on sort des promesses maintes fois proclamées à une volonté réelle de mise en œuvre, apportant des modifications substantielles à notre organisation sociétale.

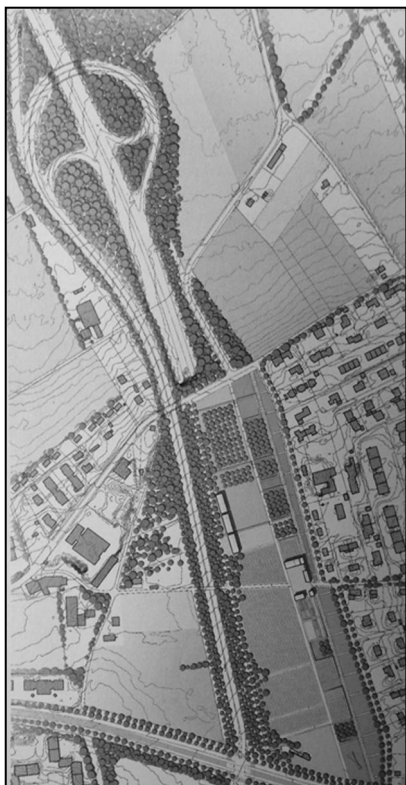
Beaucoup de concepts sont à présent couramment utilisés dans des projets ou des discours, mais ne sont que rarement mis en œuvre. Dès lors, le citoyen et la population ne peuvent en constater d'impacts réels dans le fonctionnement de la société, observables par des changements dans notre vie quotidienne.

Ainsi, nos Constitutions, programmes politiques, règlements, plans directeurs sectoriels ou thématiques, sont truffés d'objectifs comme :

- prôner la durabilité et le développement durable;
- atteindre une société à 2 000 watt;
- réaliser une urbanisation à échelle humaine, compacte, multipolaire et verte;
- sauvegarder la biodiversité et respecter la nature et le paysage;
- prôner la sauvegarde d'une agriculture pour tous;
- favoriser une agriculture contractuelle de proximité;
- viser la sécurité et la souveraineté alimentaire (PA 2014-17)!

Dépasser la dualité ville/campagne

Il est temps de demander des comptes, ou mieux, de prendre notre destin en



Projet d'une ferme urbaine à Genève

main. Chacun de nous peut le faire, individuellement et collectivement.

Urbaniste, ayant pratiqué l'aménagement du territoire au niveau local, originaire d'une région rurale, je m'interroge sur ma profession et fais une critique, parfois radicale, mais en même temps j'essaie d'en saisir les potentialités et les opportunités du présent.

Historiquement, l'aménagement du territoire a été pensé et s'est réellement façonné sur la dualité ville/campagne. Aujourd'hui, nous sommes unanimes à penser que nous vivons et habitons *un unique territoire*. Les distances se sont raccourcies et la mobilité des personnes et des marchandises nous oblige à porter un regard nouveau sur notre espace quotidien de référence. Ceci est valable tant en ce qui concerne notre rapport au travail, qu'à la manière de consommer et de concevoir nos besoins vitaux, y compris l'organisation de notre *temps libre*.

Ainsi, pour nos besoins individuels de toute sorte (socialité, liens et intérêts spécifiques ou simple curiosité intellectuelle...), l'espace de la nation, du continent européen et du monde tout entier nous est potentiellement accessible. Notre espace de vie a changé, passant du village ou du quartier, de la campagne ou de la ville à celui de l'agglomération. A cette échelle, le paysage rural et les espaces bâtis et urbains doivent s'organiser de manière fonctionnelle et solidaire pour former un seul territoire.

L'opportunité d'un espace de vie commun

C'est dans l'opportunité d'une rencontre entre les potentialités des valeurs d'usage du territoire rural, la revalorisation d'une agriculture familiale et/ou communautaire et la nécessité de planifier l'espace à l'échelle de nouvelles agglomérations, que les *beaux concepts* contenus dans les programmes politiques des projets d'aménagement doivent se concrétiser. La région franco-valdo-genevoise du *Grand-Genève* peut en être un bel exemple.

Dans ces nouveaux territoires, la volonté des métiers agricoles de se battre pour la survie et la reconnaissance de leur utilité professionnelle, partagée par des consommateurs toujours plus intéressés

à des produits sains et de qualité, doit trouver une place prépondérante dans la construction de nos espaces de vie, avec un aménagement concerté et planifié avec la population et la société civile.

L'intégration des aspects nourriciers des sols et la mise en valeur des richesses naturelles (eaux, biodiversité, espèces végétales et animales...) au-delà de leur qualité paysagère, devient un aspect fondamental pour la planification des nouvelles agglomérations. Tous ces principes méritent une concrétisation exemplaire dans les projets en cours et, le cas échéant, devront s'appliquer sur l'ensemble de nos territoires d'agglomération et de nos villes.

Ainsi, les potentialités et les opportunités pour concrétiser la mise en œuvre de principes organisationnels de souveraineté alimentaire peuvent et doivent s'intégrer dans l'aménagement du territoire pensé à l'échelle de l'agglomération.

- Organiser, à l'échelle régionale, un approvisionnement indigène optimal des denrées alimentaires, en tenant compte des ressources naturelles et en diminuant les distances parcourues par les aliments à consommer.

- Favoriser la diversité des structures agricoles et encourager la planification de fermes intra-urbaines, pouvant intégrer la production, la transformation de produits et la vente directe proche de l'habitat.

- Favoriser la construction d'éco quartiers, avec exigences de réalisation d'un habitat à basse consommation énergétique et basé sur des concepts

coopératifs, tenant compte des besoins primaires de la production agricole et de l'alimentation.

- Planifier des espaces publics et à usage collectifs, aménagés avec le concours des nouveaux habitants, intégrant des lieux d'échange pour des produits de l'agriculture familiale et contractuelle de proximité, en offrant à la population urbaine la possibilité d'avoir un lien direct avec une exploitation agricole.

Saisir ces opportunités pourrait donc être un premier pas vers la mise en œuvre de principes et d'idées qui ont été débattues lors de la rencontre *Nourrir la ville: approvisionnement alimentaire local* qui a eu lieu à Bienne le 20 septembre 2013 et relatés dans le journal UNITERRE n°9 de novembre 2013, par Ulrike Minkner.

Toutefois, la concertation et la participation qui est proposée par les autorités et les aménagistes ne garantit pas la prise en compte des prérogatives défendues par les milieux sensibles à la souveraineté alimentaire. Il est ainsi indispensable que la mise en œuvre des concepts précités préserve impérativement la surface agricole utile, en bannissant le gaspillage injustifié de terres agricoles par la création de nouvelles friches temporelles, avec perte substantielle du sol nourricier pour la population et le support premier de la famille paysanne.

C'est dans cet esprit que les sections vaudoise et genevoise d'Uniterre, ainsi qu'Agri-Genève, se sont engagées dans le *Forum d'Agglomération du Grand-Genève* et entendent faire valoir leur point de vue sur les problématiques relatives à l'impact de l'urbanisation prévue sur les terres agricoles.

2014, année des initiatives populaires autour des questions agricoles et alimentaires, parachevée par Uniterre avec le lancement d'une initiative sur *la souveraineté alimentaire*, permettra un intéressant débat, certes à mener à l'échelle nationale, mais qui aurait également un fort impact pour les politiques locales et régionales.

Alfredo Scilacci, Section Genève



Le Landeron (NE) et son espace agricole

PRODUCTION AGRICOLE

Quel avenir pour la production des patates en Suisse?

La Suisse en raison de son climat et de sa géographie alpine convient bien à la culture de la pomme de terre et cette dernière a pris dès le début du 18^{ème} siècle une place importante dans l'alimentation. Le marché de la patate est divisé en deux parties: la consommation directe et la transformation. 40% environ de la récolte commercialisable est transformée en frites, chips, croquettes et flocons pour la purée. Les bonnes années, 95% des pommes de terre de transformation proviennent de Suisse. Les pommes de terre de consommation représentent, avec environ 110'000 t/année, un quart de la production totale. Le degré d'autoapprovisionnement est d'environ 90%. Les importations dans ce segment portent essentiellement sur des patates précoces durant les mois de février à mai, en provenance d'Afrique du Nord, d'Israël et d'Égypte.

Les rendements peuvent être très variables, puisque la patate est très sensible au climat, ce qui signifie un très grand risque de production pour les paysans. Auparavant, une mauvaise récolte était comptabilisée tous les dix ans. Actuellement, en raison de conditions météorologiques souvent extrêmes, il faut s'attendre à une mauvaise récolte tous les cinq ans. Les années 2006, 2012 et 2013, avec leurs conditions climatiques difficiles, ont vu des baisses de rendement de près de 25%.

L'Office fédéral de l'agriculture octroie systématiquement des quotas d'importation qui représentent environ le double du contingent d'importation imposé par les accords de l'OMC (soit 22'250 tonnes). La grande volatilité des marchés internationaux n'a que peu de répercussions sur les prix aux producteurs payés en Suisse; ce qui cause des pertes importantes aux producteurs.

La production et la commercialisation est gérée par une interprofession. Le commerce des patates se fait principalement par des entreprises de commerce de gros qui planifient les cultures avec les producteurs. Elles prennent en charge la récolte, la stockent et la livrent aux entreprises de transformation

avec lesquelles elles ont conclu des contrats. Elles conditionnent aussi les pommes de terre prêtes à consommer pour le commerce de détail et livrent en permanence, en fonction des besoins.

La culture de la pomme de terre en danger

A l'instar d'autres secteurs agricoles, la production de pommes de terres est aujourd'hui sous une forte pression; notamment par les prix. Ainsi les surfaces régressent continuellement pour atteindre aujourd'hui un niveau qui rend l'approvisionnement critique. Ceci est particulièrement apparent dans les années à faible rendement. En année normale, environ un tiers de la production est déclassé. Jusqu'en 2009, la Confédération amortissait le risque de production avec un fonds pour permettre la transformation des excédents en aliment pour l'élevage. Ce fonds est maintenant à la charge des producteurs, ce qui pèse également sur leur revenu.

La météo influe considérablement sur la qualité: une année, les tubercules d'une variété peuvent être magnifiques, l'année suivante, ils seront petits ou constellés de points noirs. Le contrat

Année	Nb de producteurs	Surface par producteur (ares)	Surface cultivée en CH (ha)	Récolte totale (t)
1997	15667	95.6	14'971	686'000
2000	12'198	115.5	14'092	600'000
2003	9'767	139.7	13'640	458'000
2006	7818	154.5	12'081	391'500
2009	6454	173.8	11'215	521'500
2012*	5400	203.9	11'012	452'200
2013*	5400	202.6	10'940	341'197

Production en Suisse, surfaces en culture, récolte totale. Source: Swisspatat.

*Extrapolation.

de prise en charge entre l'acheteur et le producteur définit la grosseur des tubercules, la teneur en amidon, la qualité à la cuisson et les tolérances relatives aux défauts. Quand la qualité n'est pas suffisante, il y a des déductions sur le prix. Le commerce refuse les pommes de terre qui ont des défauts, même si ils ne portent que sur l'aspect extérieur.

Les exigences qualitatives unilatéralement imposées par la grande distribution créent un surplus de travail et de coût entièrement pris en charge par les producteurs.

L'expérience démontre que les volumes de consommation ne suivent pas les variations de prix. Malgré cela, le commerce de détail cherche à attirer la clientèle avec des prix bas.

Les prix aux producteurs restent relativement stables depuis plusieurs années, alors que tant les coûts de production comme les prix à la consommation ont augmenté de 40% depuis 1998. La fourchette des prix s'établit aujourd'hui à Fr. 0.53/kg prix producteur et à Fr. 2.00 /kg prix moyen à la consommation. Ce sont les marges de la grande distribution qui ont augmenté.

En conséquence, les surfaces cultivées sont passées à un peu moins de 11'000 ha, alors qu'elles ont culminé historiquement à plus de 80'000ha. Quant au nombre de producteurs, il

suit la même courbe à la baisse pour s'établir aujourd'hui à environ 5'400. La mécanisation et la spécialisation des producteurs, tout comme l'augmentation de la productivité permettent de maintenir les volumes de production malgré la baisse du nombre de producteurs et de surfaces. Par contre, cette évolution dans les techniques de production pose d'autres problèmes notamment par rapport à l'évolution de la qualité des sols et le coût de cette mécanisation.

Pour garantir un avenir à la production des patates, il ne doit plus y avoir aucune exigence qualitative supplémentaire sans rémunération supplémentaire. Bien au contraire, il faudrait valoriser des patates présentant des défauts d'apparence extérieure et adapter les prix aux coûts de production. Une hausse substantielle des prix à la production devrait être exigée à l'instar des hausses demandées dans les autres secteurs. Le prix producteur conventionnel rémunérateur devrait se situer autour des Fr.1.-/kg.

Libre-échange: fin de la patate

Si la Suisse devait conclure un accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne, nos frontières s'ouvriraient aux importations. Avec un environnement de coûts suisse (travail, intrants, foncier) sensiblement plus élevé qu'en Europe, les paysans suisses ne seraient plus compétitifs et la culture des pommes de terre serait menacée dans son ensemble.

Une telle ouverture soumettrait notre approvisionnement à la volatilité des prix des marchés internationaux et à la spéculation. Tant l'évolution démographique mondiale que la limitation des ressources renforcera la demande en produits alimentaires et nous deviendrons totalement dépendant d'un pouvoir d'achat comparatif dont l'évolution n'est guère prévisible. Dans ces conditions, un engagement ferme et une mobilisation de la population en faveur de la souveraineté alimentaire pour permettre le maintien d'une protection à la frontière et ne pas subir les effets de dumping économique, social ou environnemental est indispensable.

Rudi Berli

Assemblée générale d'Uniterre

au Café Le Tempo à Yverdon, quai de la Thielle 3
(à 5 minutes du P+R de la gare)

Vendredi 23 mai 2014, 11h à 15h

- 11h-12h** Assemblée statutaire
- 12h-13h** Repas commun avec les produits apportés par les membres
- 13h-14h** Perspectives du syndicat 2014-2015
- 14h-15h** Projet d'initiative populaire sur la souveraineté alimentaire



La semaine de la patate à Genève du 30 mars au dimanche 6 avril

Co-organisée par le Mouvement populaire des familles, la FRC, Fourchette verte, Uniterre, Un R de famille, la FRACP, Cocagne, TourneRêve, Espace Terroir, Maison de quartier des Acacias.

Programme: www.uniterre.ch
>agenda

LA VIA CAMPESINA

17 avril : Journée internationale des luttes paysannes

Depuis 1996, en mémoire du massacre des 19 paysans sans-terre brésiliens brutalement assassinés par la police militaire, et aussi indirectement par le modèle d'agriculture industrielle, La Via Campesina a déclaré le 17 avril, journée internationale des Luttes Paysannes, avec l'organisation d'actions soulignant les différentes luttes qui prennent place à travers le monde. La Via Campesina cherche de plus à renforcer le dialogue avec l'ensemble de la société pour construire une grande alliance internationale pour la souveraineté des peuples et un modèle agricole et social préservant la justice et la dignité humaine.

La Via campesina appelle à la mobilisation de toutes ses organisations membres, amis et alliés pour réaliser des actions dans leurs propres pays et territoires – et renforcer la lutte globale.

2014: pour la défense des semences paysannes

Les semences possèdent une place

Pour la troisième année, le Sommet mondial des matières premières se réunira au Beau-Rivage Palace à Lausanne. Une large coalition dont fait partie Uniterre organise un forum alternatif axé sur les matières premières agricoles. Il aura lieu le 29 mars prochain à la Maison de quartier de Chailly, 12 av. de la Vallonnette à Lausanne.

En savoir plus: www.uniterre.ch.

Le lundi 31 mars une manifestation est organisée. Rdv Place St François à 17h15

fondamentale dans la lutte pour la souveraineté alimentaire. Des semences dépendent les récoltes qui nourrissent les peuples du monde, et à chaque cycle, se reposent les questions de par qui et comment cette nourriture est produite. Les semences transmettent aussi la vision, le savoir, les pratiques et la culture des communautés paysannes.

Depuis plus de 100 ans, nos semences sont attaquées par le capitalisme, qui cherche à les privatiser et standardiser au profit de l'agriculture industrielle. Au cours des dernières années, ce processus s'est intensifié à travers la modification génétique des semences ainsi que les nouvelles «Lois de Monsanto» qui, en criminalisant les agriculteurs lorsqu'ils utilisent leurs propres semences, favorisent les semences commerciales inscrites dans les catalogues et brevetées.

Cependant, d'année en année, la capacité des peuples en Afrique, Asie, Europe et dans les Amériques à se mobiliser et lutter contre un système

agro-industriel qui génère exploitation et mort, accaparement des terres, intoxication alimentaire, ainsi qu'expulsion des paysans et des peuples autochtones de leurs territoires, se renforce. En Colombie, l'adoption par le gouvernement d'une loi permettant la destruction des semences paysannes non enregistrées a provoqué une grève nationale. La tentative, par le Mexique, d'autoriser la culture du maïs génétiquement modifié a été marquée par une grève de la faim. À travers toute l'Afrique, les communautés paysannes luttent contre la nouvelle «révolution verte» qui tente d'imposer les semences commerciales et transgéniques. Sur tous les continents, nous luttons pour protéger nos semences qui nous permettent une agriculture saine, riche en biodiversité et faisant réellement face aux changements climatiques.

Nous luttons pour la défense des semences paysannes car ces dernières sont essentielles pour une réforme agraire

intégrale, et pour notre modèle agricole basé sur la production agro-écologique. Les semences paysannes sont un patrimoine de l'humanité, indispensable pour asseoir la souveraineté alimentaire. Comme la terre, l'eau et les ressources minérales, elles font parties des biens publics qui doivent demeurer entre les mains des peuples.

La Via Campesina

LE 17 AVRIL À GENÈVE

L'agriculture c'est chez vous!

Action participative pour plus de paysannes et de paysans.

Lieu et date seront communiqués sur le site d'Uniterre ou via la presse.

PROGRAMME

14h Mécanismes et impacts de la spéculation sur les denrées alimentaires 16h

Isolda Agazzi Alliance Sud	Laura Drompt Le Courier	Rémy Herrera CNRS	Nicolas Sersiron CADTM
--------------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------	----------------------------------

16h30 Ateliers 18h30

- Luttes paysannes en Colombie**
Olga Quintero (MIA – Bureau de concertation agraire) et David Florez (Marcha Patriótica)
- Luttes paysannes en Afrique de l'Ouest**
Mamadou Cissokho (Réseau d'organisations paysannes ROPPA)
- Pas de spéculation sur les denrées alimentaires**
Christophe Golay (FIAN), Joël Waeger (JSS)
- Réformes en cours de la fiscalité des entreprises en Suisse**
Sébastien Guex (Professeur Unil)
- «Main basse sur le riz», film de J.-P. Boris et J. Crépu (F 2009)**

Message vidéo de **Olivier de Schutter** rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation

19h Repas local et convivial par traiteur-bio.ch 20h

20h15 Solutions concrètes et luttes en cours 22h30

Mamadou Cissokho Sénégal ROPPA	Olga Quintero David Florez MIA / Marcha Patriótica	Valentina Hemmeler Maïga Uniterre	Yvan Maillard Pain pour le prochain
---	--	---	---



Agenda

AG Fribourg
26 mars 2014
19h30: AG statutaire
20h15: La restauration collective, opportunité pour des produits locaux équitables
Relais St Jacques, à Vuisternens-devant-Romont

L'Utopie des Indociles, 40 ans Longo maï, exposition
29 mars au 17 avril
Pôle Sud, Lausanne

Semaine de la patate
30 mars, au 6 avril
Un R de famille, maisons de quartiers, campagne, Genève

Glâne ouverte: rassembler et augmenter nos ressources
30 mars 2014
CO de la Glâne, Romont

Assemblée générale d'Uniterre
23 mai 2014, 11h-15h
Café le Tempo, Yverdon